

Quartiers : et si on essayait la responsabilité ?

écrit par Pierre Duriot | 27 janvier 2024



Après la mort de deux jeunes hommes, issus de l'immigration, lors de récents règlements de comptes entre bandes rivales, on a entendu les sempiternels mêmes discours, concernant le manque d'encadrement, le manque d'argent et le délabrement des banlieues, ce qui doit générer obligatoirement de la délinquance, de la misère et donc des morts...

Le problème est que ce discours ne tient pas, pour deux raisons. La première est que dans les villages abandonnés des fins fonds de provinces, les gens sont encore plus pauvres, peu ou pas encadrés, sont loin de toute forme de service public et il n'y a pas de délinquance. La seconde est que ces quartiers, non seulement ne sont pas abandonnés, mais bénéficient au contraire de toutes les attentions de l'État.

La Seine-Saint-Denis n'est pas un département pauvre, loin de là, elle est même dans le top quinze en termes de PIB départemental. Elle bénéficie de grandes infrastructures, comme le stade de France et des sièges d'entreprises. Il y a un maillage de transports en commun de toutes natures, des guichets publics, des écoles, médiathèques, salles de spectacle, piscines et on en passe. Les subventions y sont déversées depuis quarante ans, en gros depuis « La marche des beurs », l'événement qui a institué la distinction entre les Français, avec d'un côté les « potes », à qui il ne fallait pas toucher et les autres, avec qui on peut y aller. On en a la traduction tous les jours, avec des circonstances atténuantes et des peines de complaisance pour les uns, et une justice inflexible pour les autres. Des manifestations interdites qu'on laisse quand même courir pour les uns et des manifestations de soutien à Thomas interdites, pour lesquelles on met les moyens de faire respecter l'interdiction et ainsi de suite.

Au niveau de l'école, on y a dédoublé les classes de CP et de CE1, mis du personnel supplémentaire. Le niveau scolaire s'en est-il amélioré ? Non. Si c'était le cas, on aurait des

rapports dithyrambiques pour le souligner, ce n'est pas le cas. On préfère ne pas évaluer et continuer à payer. Concernant la violence, on octroie des dizaines de millions de subventions, à des « associations » de quartiers, sans trop se soucier de ce qui est fait de cet argent. Il passe même à l'as, comme cette subvention versée aux frères Luaka et pour laquelle ils ont été condamnés pour escroquerie. Combien sont-ils comme cela ? Probablement des centaines. Le niveau de violence s'en est-il amélioré ? Non.

Lors des rodéos, caillassages de pompiers et de policiers, on attrape régulièrement, nuitamment, des enfants mineurs, dont certains ont moins de 13 ans. Les parents sont-ils inquiétés pour ces manquements éducatifs ? Non. Alors qu'un gamin qui traînerait dans un village à une heure du matin, même sans faire d'ânerie, vaudrait un sévère rappel à l'ordre à ses parents.

Concernant l'état de délabrement des quartiers, qui sont les responsables ? Qui fracasse les cages d'escaliers, détruit les ascenseurs, tague les façades, fait brûler écoles, médiathèques, poubelles ? Qui dégoupille les bornes à incendie l'été ? Quelqu'un viendrait-il en cachette causer tous ces dommages pour nuire à de pauvres gens ? Non. Ce sont à l'évidence les habitants eux-mêmes qui détruisent leur environnement, pour ensuite se plaindre qu'il est dégradé. En réalité, subventions et personnels supplémentaires n'y ont jamais rien fait et n'y feront jamais rien. C'est bien la nature même des personnes qui habitent là qui pose problème, qui s'organisent en contre-société victimaire et exigeant qu'on lui fasse ce qu'on ne fait pas habituellement au quidam, ailleurs que dans ces quartiers, dont jamais aucun n'est sorti de l'appellation de zone sensible grâce aux aides. Cette politique dans laquelle on persiste à grands frais n'est donc pas la bonne, avec des gens qui sont « Français » quand ils commettent un règlement de compte et « Français issus de la diversité », quand ils

réussissent un examen. La vraie question est celle de la proportion entre ceux qui organisent cette contre-société et ceux qui ont un désir de nation. Si les fauteurs de troubles représentaient, comme la gauche nous le serine, « une infime minorité », le problème serait réglé depuis longtemps.

Quelle solution ? Chez les Gaullistes, la ligne directrice est « Un seul pays et une seule loi ». Considérer ces endroits comme Français à part entière, y appliquer les lois exactement de la même manière qu'on les applique partout. Ne pas user de la compromission avec les coutumes communautaires, exiger les mêmes comptes et les mêmes devoirs avec ces gens là, qu'avec les autres. Sanctionner de la même manière, se départir des sempiternelles accusations de racisme qui sont proférées à chaque demande de respect de la loi française. Plus d'exception culturelle, communautaire, religieuse, plus de préférence à la « diversité », plus de « vivre ensemble » : la France et la République uniquement, partout et avec tout le monde. L'application des règles : exécution des OQTF et des peines, déchéance de nationalité pour les délinquants bi-nationaux, suppression temporaire ou définitive des aides sociales en cas de manquement. Si l'on veut reconquérir ces quartiers, il faut cesser de les acheter, selon une formule d'achat de la « paix sociale » qui n'a jamais donné la paix, qui a même aggravé les déviances, mettre fin à la culture de l'excuse et de l'origine, exiger les droits et les devoirs pour tous, plutôt que les droits pour les uns et les devoirs pour les autres... et ceci, comme dirait l'autre... « quoi qu'il en coûte ». Et ça coûterait très cher, mais la mauvaise voie dans laquelle nous nous sommes engagés, par pure idéologie, nous a coûté un bras depuis quarante ans.

<https://rassemblementdupopulefrançais.com.wordpress.com>

Pierre Duriot : porte parole du Rassemblement du Peuple Français.

□

□